Le piège de la Turquie par Charles Millon

Une nouvelle fois, l'Europe se sera couchée devant les menaces de l'un de ses voisins.

En l'occurrence il s'agit de la Turquie de M. Erdogan, personnage arrogant, si prêt à tout qu'il n'a pas hésité, on s'en souvient, à abattre un avion russe il y a quelques mois, prenant le risque d'une escalade militaire extrêmement dangereuse.

Dans le petit jeu des hommes forts face aux démocraties paralysées, le président turc ne le cède en rien au président russe : qui en Ukraine et en Géorgie, qui à Chypre et en Syrie, les deux chefs d'Etat ont les mêmes ambitions impérialistes.

Mais aujourd'hui, à la faveur de la crise des migrants, c'est Erdogan qui nous dame le pion.

Dans l'accord conclu le 18 mars avec l'Union Européenne, accord négocié par Angela Merkel qui se comporte comme la véritable présidente de l'Europe, la France étant portée disparue, le président turc ne lâche rien et obtient tout.

Dans l'ordre : 6 milliards d'euros sur deux ans ; la « réinstallation » de 72 000 réfugiés syriens sur le sol européen ; l'exemption, à court terme, de visa pour les Turcs voyageant en Europe ; enfin, l'ouverture de nouveaux chapitres d'adhésion à l'UE.

En échange, la Turquie n'accomplira que son devoir de base : empêcher les migrants de se rendre illégalement en Grèce par la mer Egée. En gros, ce que fait la France à Calais.

Ce fut en vérité un sommet de la honte, qui est venu annihiler toutes les belles paroles précédentes de l'Europe donneuse de leçons.

Car si l'on retourne un peu en arrière, au moment des « printemps arabes », l'Europe a commencé par annoncer qu'elle allait débarrasser le monde des dictateurs, en faisant tomber Kadhafi, en prenant le parti de la rébellion contre Assad.

Puis, devant la déferlante de réfugiés, demandeurs d'asile ou migrants, elle a clamé qu'elle les recevrait tous.

Ensuite, elle a proposé de mettre au piquet tous les gouvernements rétifs qui comme ceux de Hongrie ou de Pologne refusaient d'appliquer les quotas de répartition des migrants élaborés par l'Allemagne et imposés par l'Europe.

Et maintenant, dans une palinodie digne de Daladier, elle sacrifie toutes ses valeurs sur l'autel d'une politique de dernier recours, sous-traitant à des pays comme la Turquie la gestion des réfugiés.

Des pays qui non seulement ne respectent pas les droits de l'homme mais encore nous font payer très cher leur collaboration.

L'Union Européenne, en marchandant avec la Turquie afin d'endiguer le flot des réfugiés, laisse Erdogan piétiner les droits de l'Homme, le respect des minorités et la liberté d'informer.

Pire, l'Union Européenne envoie un message de « désespoir » à ces populations qui fuient la guerre, les massacres et l'absence d'avenir pour leurs enfants.

A réfléchir à très court-terme, pour vouloir la paix et une bonne conscience, nous avons récolté la guerre et le déshonneur.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

Président de l'Avant-Garde